
DOCUMENTS

POUR SERVIR

A

L'HISTOIRE DE PHILIPPEVILLE

Il y a quelques années une mort prématurée enlevait à l'amour de sa jeune famille et à l'affection de ses nombreux amis, un jeune Algérien laborieux et de mérite tout dévoué à la prospérité du pays. C'était M. E. V. Fenech, — rappelons de suite son nom — qui, le premier, avait eu la louable pensée de recueillir les documents devant servir plus tard à l'histoire de Philippeville, jolie petite ville française de notre littoral, où la destinée l'avait amené.

Il suffit de lire l'épigraphe placée en tête de son recueil pour apprécier tout le soin qu'il mettait à la préparation de cette œuvre.

« Si une affection qui prend une place ineffaçable dans le
» cœur, disait-il, nous lie au coin du monde où notre enfance
» s'est ouverte aux premières sensations, combien est profond
» aussi le sentiment qui nous attache à la ville que nous avons
» vu naître. »

Fenech, en 1853, avait déjà livré à la publicité une dizaine de fascicules de son intéressant travail, quand la mort vint le

frapper. Cette publication si utile fut, dès lors, brusquement interrompue ; elle n'a plus été continuée depuis, et le peu qui en parut, en feuilles détachées, est devenu extrêmement rare, presque introuvable.

Il y a longtemps que je me livre moi-même à des recherches et des études historiques sur nos villes de la province de Constantine, et je déclare hautement qu'en m'occupant de Philippeville, je n'ai pas trouvé de guide plus sûr, pour connaître les débuts de ce centre de création française, que l'œuvre ébauchée de Fenech, — œuvre trop courte, malheureusement, puisqu'elle n'embrasse qu'une période de huit années. — Il est certain que Fenech n'aurait rien laissé à dire à ses imitateurs s'il avait eu le temps de l'achever.

En lui empruntant aujourd'hui pour notre *Revue* certains épisodes admirablement racontés, parce qu'ils ont été écrits sous l'impression du moment, en faisant revivre quelques-unes de ses judicieuses réflexions sur ce pays qu'il aimait tant, j'espère rendre un dernier hommage à la mémoire d'un homme bien regretté, modeste travailleur de la première heure.

I

Après la prise de Constantine, la nécessité de mettre cette ville en communication avec la mer par la voie la plus courte, se fit immédiatement sentir. La difficulté de transporter les approvisionnements à la capitale de la province par la ligne de Bône et de Guelma, d'un développement de quarante lieues, qu'avait dû suivre la colonne expéditionnaire, pouvait, dans certaines circonstances, compromettre la position de la garnison de Constantine et entraînait d'ailleurs l'État à des dépenses considérables.

L'occupation d'un point rapproché, sur le littoral, avait donc été résolue, mais pour arriver à ce résultat, il fallait exécuter de grands travaux et agir sur les populations kabyles de manière à l'obtenir, sinon sans combattre, au moins sans éprouver de résistance sérieuse et fortement organisée.

Plusieurs reconnaissances avaient déjà été faites depuis 1830 le long de la côte, mais très-incomplètes, parce qu'on ne pouvait l'observer qu'à distance ; néanmoins, les marins ayant examiné successivement le golfe de Stora et le port de Collo, signalaient celui-ci comme offrant plus de sûreté et d'un mérite nautique plus réel. Diverses causes déterminèrent cependant à donner la préférence à Stora.

Pour passer du bassin du Roumel dans celui de l'Oued Guebli, en suivant la route indiquée par les renseignements indigènes, il fallait d'abord s'élever vers Seferdjela, puis descendre de ce col par des pentes très-raides, couper plusieurs ravins profonds, traverser des gorges boisées, et ce n'était qu'avec peine que ce chemin aurait pu être praticable en hiver. La population kabyle qui habitait cette région, était en outre groupée en tribus indépendantes à demi sauvages, de temps immémorial, et obéissant à des cheïks influents, défendant avec énergie leur territoire, ainsi que nous avons pu le constater plus tard. En résumé, c'était un pays inabordable avec les ressources restreintes dont on disposait à cette époque.

Vers Stora, le parcours était mieux connu et présentait relativement moins de difficultés que le précédent. Les chefs indigènes de Constantine, kaïds et anciens agents turcs, parmi lesquels quelques-uns s'étaient déjà ralliés à nous, avaient eu jadis en apanage la série d'azels ou terres du domaine de l'État du Sahel, formant comme un long chapelet à plus de mi chemin de Constantine à Stora. Sur ces azels vivait une population hétérogène de cultivateurs arabes et kabyles, recrutés de tous côtés, sans liens entr'eux et subissant encore l'influence des anciens tenanciers ; cette coutume d'apanages au profit des principaux fonctionnaires ou des hommes importants du pays, avait l'avantage de donner au bey de Constantine une grande influence politique par le maintien d'une communauté d'intérêts entre le pouvoir et les notables habitants du pays.

Les fractions de tribus qui occupaient les vallées du Safsaf et du Zeramna, en approchant de la mer, appartenaient aux Beni Mehenna. Ils formaient des groupes de peu d'importance, établissant leur *achaba* ou parcs à bestiaux du printemps, dans ces

plaines herbeuses, et cultivant par ci par là les côteaux. En hiver, tout redevenait désert.

Le pays comprenant le bassin du Safsaf, de la mer à El Arroueh, n'était alors qu'un vaste marécage rempli de joncs, d'ormes, de trembles et de saules. Ailleurs, les oliviers sauvages, les lentisques et les ronces à mûres, couvraient la plaine et les collines. Ainsi, l'emplacement du village actuel de Saint-Antoine était un marais infect de même que celui de Saint-Charles. Le plateau d'Eddis était couvert de broussailles épaisses infestées par les bêtes fauves et les maraudeurs. Les bois appelés les Oliviers, où nous établîmes plus tard un camp permanent, c'est-à-dire Gastonville et sa banlieue, étaient remplis de buissons épais et de chardons. Enfin toute la vallée de l'Oued-el-Ahmar, occupée par Robertville n'était, sur les deux rives de ce ruisseau, qu'une succession de mares boueuses et un foyer de miasmes paludéens.

Quand venait l'été, les bergers demeuraient seuls avec leurs troupeaux. Toute cette région, jusqu'à la mer, était d'ailleurs presque inhabitée. Trente ans avant notre occupation, les Beni Mehenna en avaient expulsé les Arb Skikda, dont les familles, décimées par les fièvres du pays, n'avaient pu tenir contre leurs envahisseurs venus de la Kabylie, de Collo pour y déverser le trop plein de leur population.

Les vastes plaines qui s'étendaient sur les deux rives du Safsaf étaient couvertes de chardons épineux qui puisaient dans ce sol fécond une telle vigueur, que le sol en était caché, et qu'après le printemps, les bestiaux n'y pouvaient pénétrer. C'est par le feu qu'on s'en débarrassait, au risque d'incendier les forêts voisines, ce qui arrivait fréquemment.

Dans ces conditions, il était facile d'aller de Constantine à la mer en aboutissant à Stora, sans rencontrer de résistance sérieuse, et c'était là surtout le résultat qu'il fallait obtenir au début de la conquête. On réserva pour plus tard la ligne de communication par Collo, dont le port était signalé par les marins comme offrant des avantages plus sérieux au point de vue nautique; le premier devoir était d'ouvrir une route que nos colonnes pussent parcourir rapidement et qui servit ensuite

aux transports de l'administration et des produits de l'intérieur.

Une colonne mobile sous les ordres du général Négrier, forte de 1,200 hommes d'infanterie, de 250 chasseurs ou spahis et de 300 cavaliers de goum, partit le 7 avril 1838, de Constantine pour Stora. Elle bivouaqua le soir, au centre de la tribu des Eulma, près du col, la séparant de la vallée qui conduit à Stora, ayant parcouru huit lieues.

Le second jour, dès le matin, on rencontra des bois et, suivant la vallée, on alla camper près de la rivière d'El-Arrouch. Les populations des anciens azels ne montraient aucune inquiétude et les troupeaux couvraient les hauteurs.

Le troisième jour, chez les Beni Mehenna, la colonne trouva les douars déserts ; un cheïkh vint dire au général qu'il y avait dissidence dans la tribu, mais que les esprits se calmeraient bientôt si on leur donnait l'aman ; que depuis le bey Abd-Allah, quarante ans auparavant, aucune troupe régulière ne s'était montrée dans cette partie de la province ; l'inquiétude des indigènes venait de là et venait surtout de certains bruits mis en circulation par les gens hostiles à notre domination.

En effet, à son arrivée sur les ruines de Russicada, le 9 avril, vers 2 heures de l'après-midi, au moment où le général Négrier traçait lui-même l'assiette du camp, trois cheïks des tribus situées sur cette partie de la côte se présentèrent. Les premières paroles que ces hommes adressèrent au général furent celles-ci : « Que venez-vous faire ici puisque vous allez abandonner Constantine ? » Le général leur assura qu'il n'en était rien et que la France ne pensait nullement à abandonner ce pays qu'elle conservait par droit de conquête. Il était venu visiter leur contrée, ajouta-t-il, de la même manière qu'il visiterait les autres, ce qui démontrait le peu de fondements de la nouvelle qu'on leur avait donnée. Sa course avait un but tout pacifique, comme ils pouvaient en juger, et elle n'était faite que pour leur prouver que nous avions toute autorité dans le pays.

Les trois cheïks répondirent naïvement au général qu'il les trompait, car la veille même, le fils de Ben Aïssa, l'ancien lieutenant du bey El-Hadj Ahmed, était passé dans leurs tribus

venant de Bône, et leur avait annoncé que son père, Ben Aïssa, alors à Alger, avait racheté Constantine pour le bey, au prix d'une charge d'or.

Ces nouvelles avaient produit une certaine fermentation dans les esprits, ajoutaient les cheïkhs ; ils ne pouvaient plus répondre de leurs gens et conseillaient avec franchise au général de se tenir sur ses gardes parce qu'il leur était devenu impossible de calmer les têtes qui s'étaient montées en apprenant ce qu'ils venaient de rapporter pendant cette conversation.

Il est facile de s'expliquer l'origine de toutes ces rumeurs quand on est au courant de la politique de l'époque. Ali ben Aïssa s'étant rendu à Alger, avait fait sa soumission et offert en même temps celle de son ancien maître Ahmed bey. Il fut un instant question en hauts lieux, de rétablir le bey sur son trône de Constantine, à condition qu'il reconnaîtrait la suzeraineté de la France. D'un autre côté, on émit le projet d'investir Ben Aïssa de la dignité de bey de Stora, et lui donner le gouvernement de tous les Kabyles qui habitent dans le triangle formé par la mer, le cours de la Seybouse et celui du Roumel jusqu'au dessous de Constantine. Ces deux systèmes furent sagement repoussés par le gouvernement, mais Ben Aïssa n'en continua pas moins ses intrigues dont les effets se firent immédiatement sentir dans les tribus voisines de Skikda.

Lorsque je publierai la monographie d'El-Hadj Ahmed bey, j'expliquerai avec plus de détails les intrigues qui eurent lieu à cette époque contre notre prise de possession de la province de Constantine. Quoiqu'il en soit, les dires des trois cheïks étaient exacts, et malgré leurs exhortations, en rentrant parmi leurs gens, ils ne purent empêcher que pendant la nuit on ne tira quelques coups de fusil sur le bivouac ; personne ne fut blessé heureusement.

Le lendemain, ne voyant pas de rassemblements, on exécuta dans la matinée des reconnaissances topographiques et géodésiques sur Stora ; des coups de fusil se firent de nouveau entendre. A deux heures de l'après-midi le camp fut levé et on reprit la route de Constantine. Les hauteurs qui bordaient la vallée de l'Oued Zarzou, suivie par la colonne, se couvrirent alors d'hom-

mes à pied et de quelques cavaliers accourus des montagnes voisines ; la fusillade recommença vivement à l'arrière-garde et sur les flancs. L'ennemi, s'approchant peu à peu, s'engagea dans un rentrant où le terrain permit à la cavalerie de charger. Si Ali ben ba Ahmed, notre kaïd des Zemoul, appuyé par les chasseurs, s'élança le premier à la tête de ses cavaliers auxiliaires, et culbuta les Kabyles dans la rivière. La marche continua en bon ordre bien que les montagnards continuassent à suivre la colonne ; une nouvelle charge les refoula encore, et ils disparurent alors complètement. Les troupes rentraient à Constantine, le 11, sans nouvel incident. Il est certain que sans les excitations du fils de Ben Aïssa, cette première reconnaissance vers le littoral se serait accomplie comme une pacifique promenade militaire et sans brûler une amorce.

Le maréchal Valée, qui voulait que la France refit l'Afrique romaine, savait que, des créations de nos devanciers, la plus importante pour assurer la domination extérieure, était celle qui donnerait un port et une route facile vers la ville capitale séculaire de la Numidie. Il avait dit : « Sous mes ordres, l'armée ne » parcourra pas à l'aventure les provinces africaines, sans laisser » plus de traces après elle que n'en laissent les navires sur la » Méditerranée... Partout où se posera le pied de la France, je » formerai des établissements durables. Les villes qui existent » encore, je les agrandirai, je leur préparerai une prospérité in- » connue sur cette terre depuis des siècles et, si la Providence » me donne le temps d'accomplir cette œuvre, je laisserai sur le » sol africain des traces profondes de mon passage (1). »

Cette partie du grandiose programme que le maréchal s'était tracé à son avènement au gouvernement de l'Algérie, une bien belle occasion se présentait d'en faire l'application. Il comprit que, relever Russicada, c'était complètement refaire l'œuvre romaine, non en imitateur servile et passionné, mais avec le génie des choses utiles ; que, placer sur ces ruines une ville française, c'était couvrir d'une tête de pont la grande route stratégique de la province, mais encore commencer la grande voie

(1) L'Algérie sous le gouvernement du maréchal Valée.

commerciale entre les peuples pasteurs de la féconde Numidie et les manufactures de la Métropole et ouvrir les greniers de Rome à un autre grand peuple qui, lui aussi, attend trop souvent les flottes du Midi, la sécurité contre l'insuffisance de ses récoltes.

On le voit, l'occupation de Russicada n'a pas été un accident imprévu de la conquête. C'était le complément d'une combinaison stratégique préparée depuis le commencement de 1837, par l'ouverture d'une route partant de Constantine, se dirigeant vers la mer et déjà parvenue au col d'El-Kantour, c'est-à-dire à 36 kilomètres du chef-lieu militaire. C'est là qu'au mois d'octobre 1838, le gouverneur général Valée vint prendre lui-même le commandement des troupes pour les conduire vers Stora, où cinq mois auparavant le général Négrier, avait accompli sa première reconnaissance. La présence du maréchal donna aux nouvelles opérations une impulsion décisive. Le camp de travailleurs avait été transporté de l'autre côté du défilé de l'Oued En-Neça, et le tracé de la route conduit parfois sur les traces mêmes de l'ancienne voie romaine, jusqu'à El-Arrouch. Le général Galbois, qui avait succédé au général Négrier avec quatre bataillons et trois escadrons, y avait placé ses tentes le 30 septembre et fortifié aussitôt ce point pour un séjour permanent. De là, la route avait été rendue praticable dès les premiers jours.

Le 7 octobre 1838, au même jour où l'année précédente, l'armée conduite par le général Damrémont prenait position devant Constantine, le corps expéditionnaire (1) n'ayant rencontré aucune résistance pendant sa marche, vit s'ouvrir devant lui le vaste horizon de la Méditerranée et salua le golfe de Numidie. S'approchant du rivage, en suivant les bords du Zéramna, on rencontra le premier monument qui révéla l'emplacement de la ville romaine. C'était un cirque, assis au bas d'une montagne couverte de myrtes et d'oliviers. Par une exception difficile à expliquer, cette construction située hors de la ville, était dans

(1) Cette colonne, forte de 4,000 hommes, se composait du 62^e de ligne, d'un bataillon du 12^e de ligne, du 3^e bataillon d'Afrique et d'un détachement du 3^e chasseurs d'Afrique.

sa plus grande partie, d'une telle conservation, qu'on aurait pu croire que la veille encore les spectateurs avaient pris place sur les gradins à peine noircis de la rouille des siècles.

Pendant que la colonne ainsi arrivée au but qui lui était désigné, établissait le camp en avant du ruisseau Oued Louah, sur une butte appelée plus tard mamelon Négrier, les officiers d'état-major reconnurent les ruines éparses sur les deux pentes d'un ravin qui s'ouvrait en large échancrure vers la plage.

Cependant le maréchal hésitait : c'était chose qui paraissait alors bien hardie que de former un établissement européen sur cette lisière de la Kabylie. Il songea d'abord à fortifier la position de l'armée ; des retranchements furent rapidement tracés et exécutés pour couvrir les hauteurs et protéger les travaux. Mais l'armée n'avait plus à combattre. Quand des lignes de travailleurs, soldats pacifiques armés de pelles, se mirent à déblayer les ruines, ils ne rencontrèrent pas d'ennemis qui protestât contre la reprise de possession du domaine abandonné de nos devanciers. Dans la tradition du peuple vaincu, les *Roumis* ne sont-ils pas les légitimes héritiers des Romains ?

Une tribu dont le nom a été donné par quelques géographes à une source qui descend sur la plage, les Beni Melek, avait abrité ses misérables gourbis dans le ravin ou fut Russicada. Elle y cultivait quelques figuiers et quelques champs où le soc des charrues heurtait les sépulcres du peuple dont la mémoire est restée vivante. Comme si les Arabes établis sur ce point, se savaient, en effet, simples usufruitiers, ils semblèrent reconnaître en nous les neveux des anciens dominateurs. Ils se présentèrent au camp et se bornèrent à demander une indemnité pour l'abandon de leurs gourbis et de leurs jardins. Ce n'était pas le rachat de notre patrimoine qu'ils stipulaient, c'était seulement une indemnité de déplacement qu'ils sollicitaient. Le maréchal voulut bien donner l'ordre de leur payer les 150 francs auxquels ils bornaient leurs prétentions. Ils se retirèrent ravis de cette justice débonnaire, et s'applaudissant d'avoir vendu ce qu'ils ne pouvaient empêcher de prendre.

L'importance des travaux qui s'exécutaient par les ordres du gouverneur se retrouve tout d'abord dans le premier nom donné

par lui aux fortifications qui devaient protéger la ville de tentes qui succédait après quinze siècles à la ville de marbre et de granit. Le premier des retranchements creusés sur les hauteurs N.-E., bastion de branches et de terre que la valeur de nos soldats rend inexpugnables, il l'appela *Fort-de-France*, plus sans doute à cause de la destinée future de cet établissement que de son importance d'alors. Le *Sphynx* et l'*Acheron*, ancrés devant la plage, semblaient y avoir attendu le camp français pour y rattacher les deux routes faciles de la capitale algérienne et de la grande Métropole. Ces deux bateaux à vapeur étaient venus ravitailler la colonne expéditionnaire et approvisionner le camp.

Trois mille hommes étaient occupés aux travaux de fortifications et d'établissement. L'armée est vraiment la main-d'œuvre par excellence. Chez elle, l'unité, l'action, la cohésion de la discipline, le nombre, le haut sentiment du devoir, la réunion d'une foule de spécialités diverses, toujours présentes à l'heure de leur emploi, composant une force merveilleuse pour une exécution prompte. En dix-huit jours le camp se trouva couvert de blockaus, citadelles de terre et de chêne, et l'on commença un baraquement régulier, abri nécessaire à l'approche de l'hiver (1).

Bientôt parut l'ordre général suivant :

« Le Maréchal, Gouverneur général, s'empresse de faire connaître à l'armée les témoignages de la satisfaction du Roi pour les troupes qui ont pris part à l'expédition de Stora. L'armée d'Afrique trouvera dans la lettre de M. le Ministre de la Guerre la récompense des services qu'elle a rendus et un nouveau motif de persévérer dans le système de force et de modération qu'elle a suivi depuis la prise de Constantine.

« Paris, 17 octobre 1838. »

« Le Gouvernement du Roi se félicite avec vous, Monsieur le Maréchal, que la prise de possession du *Fort-de-France* ait été effectuée sans combat. En vous témoignant sa haute satis-

(1) Fenech.

» faction, il se plaît à reconnaître que ce résultat est dû à la sagesse de vos dispositions, au zèle et au dévouement de l'armée que vous commandez. Les avantages ainsi obtenus valent bien, aux yeux du pays reconnaissant, les lauriers des champs de bataille, et les récompenses réservées au courage ne sont pas moins bien méritées.

« Au Fort-de-France, le 31 octobre 1838.

« *Le Maréchal de France, Gouverneur général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique,*

« Comte VALÉE. »

On avait reconnu l'importance de cette nouvelle position, mais on mettait cependant quelque lenteur à s'expliquer sur son état à venir. En ferait-on un établissement durable ou seulement un point destiné à couvrir de sa protection la grande voie commerciale. Là était la question et on ne se hâtait pas de la résoudre. L'incertitude dans laquelle se trouvait le maréchal, à ce sujet, se trahit dans la première réponse qu'il fit aux colons arrivant de Bône ou d'Alger, qui lui demandaient l'autorisation de construire : « Avec ceci, leur dit-il, en montrant les briques dont le sol était couvert, oui ; avec des pierres, non ! »

Il n'en fallut pas plus à ces nouveaux venus qui apportaient en eux la prévision de l'importance commerciale attachée à ce camp. Les briques dont le sol était jonché semblèrent s'élever par enchantement en maisons, et le Ministre de la Guerre, apprenant cette résurrection inattendue d'une ville romaine, proposa au Roi de donner son nom à l'établissement qui grandissait sous le Fort-de-France. Russicada devint Philippeville (1).

Voici en quels termes le *Moniteur* du 17 novembre 1838 annonça cette nouvelle à l'Algérie :

« Le Roi, sur la proposition du Ministre de la Guerre, a décidé que la ville qui s'élève sous le Fort-de-France, rade de Stora, porterait le nom de *Philippeville*. Le mouillage situé à

(1) Fenech.

l'ouest de la rade conservera le nom de *Port de Stora*, et la position retranchée qui domine le port recevra le nom de *Fort de la Marine*.

« Sa Majesté, en consentant à ce qu'une ville d'Afrique porte son nom, donne une preuve nouvelle de sa volonté de consolider la domination française dans l'Algérie : les faits accomplis depuis une année ne pouvaient laisser aucun doute à cet égard, mais la création de Philippeville sera pour les Européens et les Arabes une démonstration évidente que la colonisation est désormais assurée, et que le drapeau tricolore ne doit plus quitter une terre dont la conquête a coûté à la France des sacrifices de toute espèce, et fourni à l'armée l'occasion de donner tant de preuves de dévouement et de bravoure. »

L. CHARLES FÉRAUD,
Interprète principal de l'Armée.

A suivre.

